

Northumbria Research Link

Citation: Laqua, Daniel (2011) Internationalisme ou affirmation de la nation? La coopération intellectuelle transnationale dans l'entre-deux-guerres. Critique Internationale (52). pp. 51-67.

Published by: Presses de Sciences Po

URL: <http://dx.doi.org/10.3917/cii.052.0051> <<http://dx.doi.org/10.3917/cii.052.0051>>

This version was downloaded from Northumbria Research Link:
<http://nrl.northumbria.ac.uk/id/eprint/10931/>

Northumbria University has developed Northumbria Research Link (NRL) to enable users to access the University's research output. Copyright © and moral rights for items on NRL are retained by the individual author(s) and/or other copyright owners. Single copies of full items can be reproduced, displayed or performed, and given to third parties in any format or medium for personal research or study, educational, or not-for-profit purposes without prior permission or charge, provided the authors, title and full bibliographic details are given, as well as a hyperlink and/or URL to the original metadata page. The content must not be changed in any way. Full items must not be sold commercially in any format or medium without formal permission of the copyright holder. The full policy is available online: <http://nrl.northumbria.ac.uk/policies.html>

This document may differ from the final, published version of the research and has been made available online in accordance with publisher policies. To read and/or cite from the published version of the research, please visit the publisher's website (a subscription may be required.)



**Northumbria
University**
NEWCASTLE



UniversityLibrary

INTERNATIONALISME OU AFFIRMATION DE LA NATION ? LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE TRANSNATIONALE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Daniel Laqua

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | *Critique internationale*

**2011/3 - n° 52
pages 51 à 67**

ISSN 1290-7839

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2011-3-page-51.htm>

Pour citer cet article :

Laqua Daniel, « Internationalisme ou affirmation de la nation ? La coopération intellectuelle transnationale dans l'entre-deux-guerres »,
Critique internationale, 2011/3 n° 52, p. 51-67. DOI : 10.3917/crii.052.0051

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Internationalisme ou affirmation de la nation ? La coopération intellectuelle transnationale dans l'entre-deux-guerres

par Daniel Laqua

C omme le nationalisme, l'internationalisme est un concept imprécis et souvent contesté : il renvoie aussi bien à la foi dans les bienfaits de l'organisation internationale qu'au récit de l'interdépendance croissante du monde ou à la pratique consistant à se rencontrer régulièrement dans des forums internationaux¹. Or nationalisme et internationalisme ne sont pas totalement étrangers l'un à l'autre : ils se croisent parfois. Si les appels à la fraternité universelle abondent dans les congrès internationaux et les écrits internationalistes, la nation y est aussi mise en scène et glorifiée. Ce sont ces intersections que nous allons examiner ici à partir du cas de deux organismes spécialisés de la Société des Nations : la Commission internationale de coopération intellectuelle (CICI) et l'Institut international de coopération intellectuelle (IICI). L'un et l'autre se réclamaient d'une « société des esprits », dans le prolongement d'une tradition d'internationalisme culturel

1. Martin Geyer, Johannes Paulmann (eds), *The Mechanics of Internationalism*, Oxford, Oxford University Press, 2001 ; Francis S. L. Lyons, *Internationalism in Europe 1815-1914*, Leyde, A. W. Sythoff, 1963.

remontant au XIX^e siècle². Les historiens désireux d'étudier l'activité de coopération intellectuelle de la SDN ont à leur disposition, d'une part, différents travaux scientifiques (dont certains déjà anciens), d'autre part, les pistes très intéressantes ouvertes par le projet « Histoire de l'Unesco »³. L'ensemble fournit un tableau relativement clair des échanges transnationaux impliquant intellectuels, représentants des États et personnel de la SDN, mais il reste beaucoup à faire pour démêler l'entrelacs d'idées nationales et transnationales négociées ou projetées par ces acteurs.

Dans une importante étude bibliographique consacrée au développement récent des travaux d'histoire sur la SDN, Susan Pedersen écrit que la CICI et l'IICI eurent une importance « plus symbolique que réelle »⁴. C'est le fait que ces organismes étaient voués à représenter une communauté internationale d'intellectuels qui peut nous aider à traiter une question centrale de l'histoire du transnational : leur analyse permet d'explorer le rôle des postures nationales et des images de la nation⁵. Entreprendre une recherche sous l'angle transnational, c'est d'abord comprendre que les relations internationales ne se réduisent pas aux jeux et aux interactions d'États uniquement préoccupés de leurs intérêts. Nombre de concepts utiles à une telle réflexion se trouvent chez des spécialistes de relations internationales comme Nye et Keohane ou chez des constructivistes comme Finnemore et Wendt⁶. Les chercheurs qui travaillent sur le rôle transnational des organisations internationales sont désormais nombreux à

2. Akira Iriye, *Cultural Internationalism and World Order*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997. Sur l'expression « société des esprits », voir Institut international de coopération intellectuelle, *Pour une société des esprits*, Paris, IICI, 1933, avec des contributions de Gilbert Murray, Paul Valéry et autres. J'explore le contexte intellectuel plus large des organes de coopération intellectuelle de la SDN dans Daniel Laqua, « Transnational Intellectual Cooperation, the League of Nations and the Problem of Order », *Journal of Global History*, 6 (2), 2011, p. 223-247.

3. Frederick S. Northedge, « International Intellectual Co-operation within the League of Nations : Its Conceptual Basis and Lessons for the Present », thèse, Londres, 1953 ; Jan Kolasa, *International Intellectual Cooperation: The League Experience and the Beginnings of UNESCO*, Wrocław, Zakład Narodowy im Ossolińskich, 1962 ; Pham-Thi-Tu, *La coopération intellectuelle sous la Société des Nations*, Genève, Droz, 1962 ; Jean-Jacques Renoliet, *L'UNESCO oubliée : la Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999 ; Eckhardt Fuchs, « Der Völkerbund und die Institutionalisierung transnationaler Bildungsbeziehungen », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 54, 2006, p. 888-899. Sur le projet « Histoire de l'Unesco », lancé en 2005, voir http://www.unesco.org/archives/new2010/fr/recherche_unesco.html.

4. Susan Pedersen, « Review Essay: Back to the League of Nations », *The American Historical Review*, 112 (4), 2007, p. 1091-1116.

5. Sur l'histoire transnationale, voir entre autres Patricia Clavin, « Defining Transnationalism », *Contemporary European History*, 14, 2005, p. 421-439.

6. Robert O. Keohane, Joseph S. Nye, *Power and Interdependence: World Politics in Transition*, Boston, Little Brown, 1977, p. 33-36, et le numéro spécial « Transnational Relations and World Politics », de *International Organization*, 25 (3), 1971 ; Martha Finnemore, *National Interests in International Society*, Ithaca, Cornell University Press, 1996 ; Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 ; Michael Barnett, Martha Finnemore, « The Politics, Power and Pathologies of International Organizations », *International Organization*, 53, 1999, p. 695-732. Voir aussi Margaret Keck, Kathryn Sikkink, *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

s'intéresser à la SDN, car celle-ci s'insérait dans un réseau d'interactions beaucoup plus étendu et complexe que ne le laissent croire les idées communément admises sur l'entre-deux-guerres. Toutefois, cela ne doit pas occulter les références à la nation qui surgissaient même en des lieux et des moments tout imprégnés d'esprit internationaliste. Le concept de « nationalisme banal » proposé par Michael Billig constitue un bon outil analytique pour repérer les manifestations subtiles de la nation dans les interactions quotidiennes⁷. Comment les acteurs de la coopération intellectuelle, apparemment tout occupés d'échanges transnationaux, confortaient-ils en réalité les catégories nationales ? Comment dénouaient-ils les tensions inhérentes à des entreprises aussi paradoxales ? Pour répondre à ces questions, nous procéderons en trois étapes. Dans un premier temps, nous nous interrogerons sur les préoccupations nationales présentes dans la « diplomatie culturelle » qui précède la création de la CICI et de l'IICI. Puis nous explorerons la place du « national » dans l'activité de ces deux institutions. Enfin, nous présenterons les acteurs qui les ont animées.

La création d'organes internationaux de coopération intellectuelle

Bien que le Pacte de la Société des Nations ne contînt aucune disposition sur le sujet, c'est dans le cadre de cette organisation que fut créée en 1922 la Commission internationale de coopération intellectuelle (CICI), qui allait compter parmi ses membres des personnalités comme Henri Bergson, Albert Einstein, Marie Curie et plus tard Paul Valéry et Johan Huizinga⁸. L'Institut international de coopération intellectuelle (IICI) fut inauguré à Paris en 1926. Ces deux institutions réunissaient idéaux pacifistes et préoccupations scientifiques : elles s'occupaient aussi bien de bibliographie ou d'éducation que de l'étude des relations internationales. Elles furent dès leur naissance, et même avant, liées par tout un réseau de relations transnationales : maintes organisations non gouvernementales (ONG) avaient fait pression pour leur création et restèrent par la suite en commerce constant avec elles. L'IICI envoyait des représentants à divers congrès internationaux et la CICI débattait de propositions avancées par des ONG, en se donnant des objectifs

7. Michael Billig, *Banal Nationalism*, Londres, Sage, 1995.

8. Sur la coopération entre ces personnalités et la SDN, voir par exemple Michel Jarrety, *Paul Valéry*, Paris, Fayard, 2008 ; Siegfried Grundmann, *The Einstein Dossiers: Science and Politics – Einstein's Berlin Period*, Berlin, Springer, 2005, p. 175-217 ; Anne-Isabelle Richard, « Huizinga, the Netherlands and the Spirit of Europe, 1933-1945 », dans Mark Hewitson, Matthew d'Auria (eds), *Europe before the European Community: Ideas of Europe during the Forty Years' Crisis*, New York, Berghahn Books, à paraître.

comme « le développement et l'expansion de l'esprit international » ou la meilleure manière d'« encourager la vie internationale »⁹.

Des préoccupations nationales n'en avaient pas moins joué un rôle très important dans leur venue au monde. Renoliet, d'une part, Scholz, de l'autre, ont montré comment les responsables français furent, dans un premier temps, réticents vis-à-vis des projets de la SND qui visaient à développer la coopération intellectuelle, puis comment ils s'employèrent à assurer à leur pays le premier rôle dans ce domaine¹⁰. Julien Luchaire, futur directeur de l'IICI, affirmait ainsi au début du processus que la France pourrait étendre son influence internationale si, « suivant une ancienne tradition, [elle] se présent[ait] comme la nation la mieux douée pour comprendre l'effort intellectuel de toutes les autres, pour servir de lieu de rencontre à leurs produits divers, les harmoniser en les mettant à la mesure de son génie et les faire passer ainsi transformés dans le patrimoine commun de l'humanité »^{11*}. Lors de l'inauguration de l'IICI en 1926, Édouard Daladier, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, reconnut que certains s'inquiétaient d'un risque de prédominance française : l'Institut, avec son siège en France et un fonctionnaire français à sa tête, serait-il suffisamment « international » ? Aussi essaya-t-il à cette occasion de rassurer son auditoire : « L'Institut international est animé de ce même esprit de collaboration pour la paix, pour le progrès des peuples, égaux et solidaires, qui assure la grandeur de la Société des Nations. Et si l'arbre a été planté sur les rives de la Seine, il sera nourri du suc de tous les terroirs »^{12*}.

La création de l'Institut international du cinématographe éducatif est un autre exemple des liens entre coopération intellectuelle et projection des intérêts nationaux et des idées nationales. Financé par l'État italien, cet organisme fonctionna sous les auspices de la SDN de 1928 à 1937¹³. Il avait été précédé par un institut national, L'Unione cinematografica educativa (LUCE), qui révélait déjà l'intérêt de Mussolini pour le cinéma comme

9. A.24.1925.XII : Committee on Intellectual Co-operation. Sixth Plenary Session. Report of the Committee submitted to the Council and the Assembly, p. 3, Archives de la Société des Nations, Genève.

10. J.-J. Renoliet, *L'UNESCO oubliée : la Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, op. cit., p. 21 ; Werner Scholz, « Frankreichs Rolle bei der Schaffung der Völkerbundskommission für internationale Zusammenarbeit 1919-1922 », *Francia*, 21, 1994, p. 145-158.

11. Julien Luchaire, « Note sur le rôle du nouveau comité national français de coopération intellectuelle », 15 janvier 1923, p. 2, dans le dossier *Correspondance avec la Commission nationale française de coopération intellectuelle*, Archives de l'IICI, Paris, Unesco ; également cité dans J.-J. Renoliet, *L'UNESCO oubliée : la Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, op. cit., p. 39-40. Les citations suivies d'un astérisque sont en français dans le document cité (NdT).

12. *Travaux de l'Institut international de coopération intellectuelle pendant l'année 1926*, Paris, 1926, p. 7.

13. Christel Taillibert, *L'Institut international du cinématographe éducatif : regards sur le rôle du cinéma éducatif dans la politique internationale du fascisme italien*, Paris, L'Harmattan, 2000.

moyen de propagande¹⁴. L'institut national, puis international, du cinéma éducatif fut dirigé par Luciano de Feo, figure centrale de la stratégie fasciste en matière de cinéma et qui fut plus tard à l'initiative du Festival international de cinéma de Venise¹⁵. L'investissement de l'État fasciste dans ce domaine participait de son intérêt pour la diplomatie culturelle. En 1929, l'Italie s'était dotée d'un Centre national pour la coordination des instituts scientifiques sur les questions internationales¹⁶, qui fut réorganisé en 1938, toujours sous l'impulsion de De Feo, et prit le nom d'Institut national pour les relations culturelles avec l'étranger¹⁷. Malgré l'agression contre l'Éthiopie, puis les sanctions internationales décidées contre l'Italie et son départ de la SDN, Henri Bonnet, successeur de Luchaire à la tête de l'IICI, exprima l'espoir de collaborer avec cet organisme¹⁸, qui avait pourtant une conception de la coopération intellectuelle fort éloignée des idées animant la SDN. Un article paru en 1943 à la une d'un journal de la Belgique occupée qualifia son caractère de « vraiment national », notant qu'il n'entretenait des relations bilatérales que comme moyen de résoudre certains problèmes : tout à l'opposé, ajoutait l'auteur, de l'« esprit de vain internationalisme »* qui avait caractérisé l'IICI¹⁹. Ces exemples montrent qu'il faut étudier la coopération intellectuelle sans perdre de vue l'intérêt des États à utiliser à leurs propres fins ses mécanismes transnationaux.

La coopération intellectuelle : pratiques nationales et transnationales

Les efforts de la SDN en matière de coopération intellectuelle ne se résument pas à un jeu fermé entre représentants des États : des intellectuels de plusieurs pays y ont pris une part active. C'étaient les Commissions nationales de coopération intellectuelle qui constituaient le lien formel entre les initiatives d'intellectuels à l'échelle nationale et la SDN. Les deux congrès qui

14. Federico Caprotti, « Information Management and Fascist Identity: Newsreels in Fascist Italy », *Media History*, 11, 2005, p. 177-191. Pour le cinéma italien et le débat sur une modernité fasciste, voir Ruth Ben-Ghiat, *Fascist Modernities: Italy 1922-1945*, Berkeley, University of California Press, 2001.

15. Gian Piero Brunetta, *The History of Italian Cinema : A Guide to Italian Film From Its Origins to the Twenty-First Century*, Princeton, Princeton University Press, 2009, p. 68.

16. Lettre du Dr Werner Picht, IICI, à Giovanni Gentile, 4 juillet 1929, dans le dossier *Relations avec le Gouvernement de l'Italie*, Archives de l'IICI.

17. Dr Luciano de Feo (Istituto Nazionale) à Henri Bonnet, 1^{er} mars 1938, dossier *Istituto Nazionale per le relazioni culturali con l'Estero* (A.XI.5), Archives de l'IICI.

18. Bonnet à de Feo, 24 mars 1938, *ibid.* Finalement, la conférence eut lieu à Prague.

19. Pierre Gilson de Rouvrex, « Une belle création du régime fasciste : l'Institut national pour les relations culturelles avec l'étranger », *Le Soir*, 6 janvier 1943. Sur l'action culturelle extérieure de l'Italie, voir aussi Stefano Santoro, « Cultural Penetration of Fascist Italy Abroad and in Eastern Europe », *Journal of Modern Italian Studies*, 8, 2001, p. 36-66.

les réunirent, à Genève en 1929 et à Paris en 1937, confirmèrent la conception officielle de la coopération intellectuelle internationale comme coopération entre unités nationales. En pratique, les Commissions nationales avaient pour objectif de faire entendre au niveau international les voix de leurs pays. Quand Luchaire plaida pour la création d'un « comité » national français, il souligna surtout son rôle potentiel d'intermédiaire entre l'État français et les organisations internationales²⁰. Les Commissions nationales assumaient d'ailleurs certaines fonctions officielles : dans la procédure de révision des manuels scolaires dite « procédure Casarès », par exemple, elles recevaient et traitaient les plaintes concernant les représentations hostiles d'autres nations dans ce type d'ouvrages.

L'importance de ces organismes nationaux est particulièrement nette dans le cas des États d'Europe centrale et orientale créés ou redessinés par les traités de paix, où l'existence de minorités nationales ou de litiges frontaliers donnait une ample résonance à la question de l'échange intellectuel : « Chacun de ces États fragiles situés entre l'Allemagne et l'Union Soviétique bataillait en permanence sur le terrain de la propagande et des relations culturelles, en recourant avant tout à une rhétorique européenne »²¹. Ainsi, en Tchécoslovaquie, le ministère de l'Instruction publique et de la Culture nationale patronnait des échanges de lycéens et de professeurs d'université²². Il s'agissait notamment de resserrer les relations franco-tchèques. La Tchécoslovaquie accueillit en 1928 à Prague un événement de l'IICI, le Congrès international des arts populaires, et souligna à cette occasion son attachement à la coopération intellectuelle. L'intérêt manifesté par le Congrès pour les costumes et les traditions populaires illustre bien la relation étroite entre coopération intellectuelle internationale et préoccupations nationales²³.

La Roumanie fournit un autre exemple avec la correspondance échangée au début des années 1920 entre des représentants de l'État roumain et Georges Oprescu, membre roumain de la CICI, ainsi qu'avec d'autres personnalités de la SDN. Il s'agissait pour ce pays de demander un prêt international à des fins intellectuelles²⁴, sur le principe des prêts internationaux qui avaient facilité la reconstruction financière de l'Autriche en 1922 et de

20. J. Luchaire, « Note sur le rôle du nouveau comité national français de coopération intellectuelle », cité, p. 2-3.

21. Andrea Orzoff, *Battle for the Castle: The Myth of Czechoslovakia in Europe, 1914-1918*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 137-138.

22. Lettre de C. Syvory, secrétaire de l'Association tchécoslovaque pour la Société des Nations, avril 1929, dans « Relations avec le gouvernement de Tchéco-Slovaquie » (A.I.130), Archives de l'IICI, Paris, Unesco.

23. IICI, *Art populaire. Travaux artistiques et scientifiques du 1^{er} Congrès international des arts populaires, Prague MDCCCXXVIII*, Paris, Durchartre, 1931.

24. « Romanian Proposal for an International Loan for Intellectual Purposes. Various Correspondences » (R1075, doss. 38845, doc. 42045), Archives de la SDN, Bibliothèque des Nations unies, Genève.

la Hongrie en 1924. Les objectifs de la Roumanie étaient nationaux (dynamiser son enseignement supérieur, notamment²⁵), mais ses représentants tenaient le discours d'un nouvel ordre international : « Dans les nouveaux États institués au Centre et au Sud-Est de l'Europe, où la guerre a produit d'importants changements et suscité l'apparition de problèmes extrêmement complexes, toute la conception de la vie doit être adaptée aux nouvelles circonstances et parfois même entièrement réinventée »²⁶.

L'idée fut bien accueillie par la CICI mais n'eut pas de suite²⁷. Si Arthur Salter, de l'Organisation économique et financière de la SDN, estima, avec d'autres experts, que ce type d'emprunt ne serait pas attractif pour les marchés financiers²⁸, on a là un bon exemple de l'usage d'organismes internationaux à des fins nationales.

La Hongrie voisine avait des préoccupations analogues. Contrairement à la Roumanie, elle avait bénéficié d'un prêt international et ses hommes d'État comme ses intellectuels espéraient que l'aide financière de la SDN serait complétée par un soutien dans le domaine culturel. En 1924, Albert Apponyi, ancien participant régulier des Conférences interparlementaires et ancien ministre, persuada la SDN de lancer un appel international en faveur des travailleurs intellectuels de son pays : en sa qualité de président de la CICI, Henri Bergson invita les universités, les académies et les sociétés savantes à envoyer leurs publications en Hongrie et à nouer avec ses institutions des relations de collaboration scientifique²⁹. L'argumentation développée par Apponyi était en deux volets. D'une part, il évoquait l'esprit d'internationalisme en saluant un précédent appel de la SDN en faveur des travailleurs intellectuels d'Autriche : « Il a éveillé ou renforcé les sentiments de collaboration et de solidarité entre les peuples de toutes les civilisations et a contribué à maintenir un foyer de la civilisation européenne en butte aux plus graves dangers »^{30*}. D'autre part, il justifiait la nécessité d'une action de la SDN en énumérant les apports de la Hongrie à la culture et à la science, et en rappelant que l'œuvre

25. « Extrait du mémoire du Gouvernement roumain sur les nécessités de l'enseignement en Roumanie (emprunt culturel), Genève, le 27 juillet 1925 », *ibid.*.

26. League of Nations, Second Committee, « Proposal by the Romanian Delegation Regarding the Submission to the Committee on Intellectual Co-operation of the Question of a Loan for Intellectual Purposes » (A.II.13.1924), *ibid.*.

27. Voir Lettre à M. Otetlisanu, secrétaire général, ministère de l'Instruction publique, Bucarest, 4 janvier 1927, *ibid.*.

28. Voir Lettre d'Oprescu à Bergson, 2 février 1925 ; lettre d'Oprescu à Dr G. Marinesco, 21 octobre 1925, *ibid.*.

29. « La vie intellectuelle en Hongrie : demande au président de la Commission de coopération intellectuelle de lancer un appel en faveur des travailleurs intellectuels hongrois », C. 621.M.220.1924.XII : Commission internationale de coopération intellectuelle (R1075, doc. 39204, doss. 38975), Archives de la SDN.

30. Lettre d'Albert Apponyi, membre de l'Académie hongroise des sciences, ancien ministre de l'Instruction publique, délégué de Hongrie à la 5^e Assemblée, à Henri Bergson, 22 septembre 1924, dans *ibid.*.

de ses « grands hommes » avait été rendue possible par leurs contacts européens et par leurs trajectoires académiques internationales.

La question des échanges de publications – qui figurait dans la demande d'Apponyi – revêtait une importance nationale toute particulière du fait de l'existence de minorités hongroises à l'étranger. Depuis sa mise en place en 1923, la Commission nationale hongroise de coopération intellectuelle se plaignait de ce que « la plupart des États successeurs ne [permettaient] pas l'introduction et la diffusion sur leur territoire des imprimés hongrois parus depuis 1918 »^{31*}. Elle espérait que les organes de coopération intellectuelle de la SDN lèveraient ces obstacles. De plus, son président Albert Berzeviczy était très attentif aux déclarations susceptibles de rabaisser la culture hongroise relativement à celle de ses voisins. Il affirmait ainsi dans un article de presse qu'une certaine publication de l'IICI sur l'enseignement supérieur marginalisait l'Université de Budapest tandis que celle de Cluj (qu'il appelait par son nom magyar Kolozsvár) y était « magnifiée » (*verherrlicht*) et qualifiée de « conquête de la culture roumaine » (*Errungenschaft der rumänischen Kultur*)³². La relation entre coopération intellectuelle et « nationalisme de la mère patrie » est encore plus manifeste dans le rapport de la Commission nationale hongroise pour 1938-1939 : « La Commission nationale hongroise a poursuivi ses efforts pour établir des relations culturelles entre la Hongrie et les minorités hongroises vivant dans les pays dits successeurs »^{33*}. La Hongrie avait alors déjà pris son grand virage à droite et entamé avec l'Allemagne nazie une collaboration en matière de manuels d'histoire, faisant ainsi la démonstration que la coopération intellectuelle pouvait aussi être un instrument entre les mains de nationalistes agressifs³⁴.

À côté de l'observation des rapports entre IICI, CICI et organismes nationaux de coopération intellectuelle, on peut également étudier la dialectique du national et du transnational à travers les représentations de « la nation » dans les congrès internationaux. On constate alors à quel point ces représentations illustrent le « nationalisme banal » de Billig : le monde qu'elles évoquent est bien « un monde international de nations »³⁵. L'IICI organisa deux grandes séries de rencontres internationales : la « Conférence permanente

31. Lettre d'Albert de Berzeviczy, 12 janvier 1927, dans « Commission nationale hongroise de coopération intellectuelle » (A.III.16), Archives de l'IICI.

32. Lettre de Luchaire à Berzeviczy, 26 janvier 1927, *ibid.*. Cluj, en Transylvanie, faisait partie des territoires austro-hongrois intégrés à la Roumanie après la première guerre mondiale.

33. Peter Molnar, « The German-Hungarian Revision of Textbooks », *East European Quarterly*, 35, 2001, p. 395-410.

34. Rapport du 30 juin 1939, *ibid.*. Le rôle des nationalismes « de la mère patrie » et « de la diaspora » en Europe centrale et orientale est l'un des grands thèmes du livre de Rogers Brubaker, *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

35. M. Billig, *Banal Nationalism*, *op. cit.*, p. 21-24.

des Hautes Études internationales » et les « Entretiens »³⁶. Ces derniers, qui réunirent régulièrement des intellectuels éminents de 1932 à 1938, peuvent à certains égards être considérés comme des cas d'activité transnationale. Par exemple, lors de celui de 1933 sur *L'avenir de la culture*, qui se tint à Madrid à l'invitation du gouvernement espagnol et fut préparé par la Commission nationale française de coopération intellectuelle, s'exprimèrent des personnalités aussi distinguées que J. B. S. Haldane, Paul Langevin, Salvador de Madariaga et Paul Valéry³⁷. La rencontre suivante, intitulée *L'art et la réalité. L'art et l'État*, organisée à Venise un an plus tard, s'honora de la présence des architectes Le Corbusier et Henry van de Velde, des écrivains Jules Romains et Thomas Mann, de l'homme politique Jules Destree et du compositeur Béla Bartók³⁸.

En même temps, cet Entretien de Venise montre bien comment une telle manifestation internationale participait également de la mise en scène de la nation. Dans son discours d'ouverture, Alfredo Rocco, président de la Commission nationale italienne de coopération intellectuelle et vice-président de la CICI, souligna l'importance de la coopération intellectuelle et rendit hommage à Mussolini et au « peuple fasciste »³⁹. Sa longue activité dans les organes internationaux de coopération intellectuelle est d'autant plus frappante qu'il fut l'un des théoriciens du corporatisme fasciste. Un des premiers orateurs, Roberto Paribeni, archéologue et membre de l'Académie royale italienne, se chargea de la glorification de la culture italienne⁴⁰. Il avait participé aux campagnes de promotion de l'*italianità* et de la *romanità*, notamment dans le cadre de la mission archéologique italienne en Albanie⁴¹. Le problème du rapport avec les représentants de dictatures avait déjà fort occupé les participants de l'Entretien de Madrid⁴². Le mathématicien italien Francesco Severi y avait qualifié l'État d'« expression concrète de la nation »* et rejeté l'idée que la science fût « dépourvue de caractères nationaux »* : même dans une discipline comme les mathématiques, « il y a toujours des caractères qui sont distinctifs du génie de la race »^{43*}. Severi, qui était le seul

36. Sur les conférences internationales d'étude, voir Katharina Rietzler, « American Foundations and the "Scientific Study" of International Relations in Europe, 1910-1940 », thèse en histoire, University College London, 2009, p. 188-241.

37. IICI, *Entretiens : L'avenir de la culture*, Paris, IICI, 1934, p. 7.

38. IICI, *Entretiens : L'art et la réalité. L'art et l'État*, Paris, IICI, 1935.

39. *Ibid.*, p. 357.

40. *Ibid.*, p. 13-15.

41. Oliver Gilkes, « How the Goddess Lost Her Head: The Myth and Reality of the Looting of Butrint », *Cultures Without Context*, 10, 2002.

42. M. Jarrety, *Paul Valéry, op. cit.*, p. 868-869.

43. IICI, *Entretiens : L'avenir de la culture*, cité, p. 73 et 234.

mathématicien de l'Académie royale italienne, jouait un rôle actif dans la politique culturelle du fascisme⁴⁴. De fait, plusieurs de ses interventions impliquaient une attitude positive vis-à-vis du régime⁴⁵, mais il fit mieux au cours du débat général, lorsque, ayant relevé chez d'autres orateurs diverses allusions aux « tyrans », il affirma qu'il était « très clair que, dans le monde moderne et chez les peuples d'ancienne civilisation, les tyrans ne sont pas possibles »^{46*}.

Il y a toutefois un point sur lequel Paribeni et Severi tranchaient moins qu'on ne pourrait le croire sur le reste des participants : le rôle de la nation était également admis et reconnu par des intellectuels qui étaient loin d'occuper des postes officiels dans des dictatures. L'Entretien de Madrid était expressément centré sur la relation entre cultures « individuelles », « nationales » et « internationales ». Or, par exemple, pour l'internationaliste libéral Salvador de Madariaga, les cultures nationales étaient « indispensables » car elles « donnent du sel à la vie internationale »^{47*}. Jules Romains, tout en dénonçant le nationalisme agressif, considérait comme quelque chose d'évident et de naturel « le sentiment de conditionnement de l'homme par son milieu, par son sol, par les cultures nationales où il a été formé »^{48*}.

Un tel langage entraînait en résonance avec un penchant caractéristique du discours nationaliste : la « psychologisation » de la nation. Glenda Sluga a attiré l'attention non seulement sur la fréquence dans ce discours des allusions à « l'âme », à « l'esprit » ou au « caractère » national, mais aussi sur le fait que les internationalistes avaient repris ces notions à leur compte durant la Grande Guerre et après⁴⁹. Plusieurs interventions prononcées à Madrid affirmaient que « l'âme » ou « l'esprit » national se retrouve dans l'œuvre d'art ou la découverte scientifique⁵⁰. À Venise, le directeur de l'IICI Henri Bonnet déclara que la richesse intellectuelle des nations révèle « leur génie propre »⁵¹. Salvador de Madariaga incarnait parfaitement la tension entre idées nationales et transnationales : il dirigea la Section du désarmement de la SDN à partir de 1922, enseigna la littérature espagnole à l'Université d'Oxford de 1928 à 1931, fut ambassadeur de la République espagnole aux États-Unis et en France, puis brièvement député et ministre, avant de s'exiler

44. L'ouvrage d'Angelo Guerraggio et Pietro Nastasi, *Italian Mathematics Between the Two World Wars* (Bâle, Birkhäuser, 2005), bien que mal traduit, contient des informations utiles sur le rôle de Severi et de quelques autres.

45. IICI, *Entretiens : L'avenir de la culture*, cité, p. 73.

46. *Ibid.*, p. 236.

47. *Ibid.*, p. 239.

48. *Ibid.*, p. 43.

49. Dans *The Nation, Psychology and International Politics* (Basingstoke, Palgrave, 2007, p. 47-48 et 56-57), Glenda Sluga mentionne dans ce contexte deux figures importantes de la CICI, Gilbert Murray et Henri Bergson.

50. Par exemple dans IICI, *Entretiens : L'avenir de la culture*, cité, p. 3.

51. Salvador de Madariaga, *Anglais, Français, Espagnols*, Paris, Gallimard, 1930.

en Grande-Bretagne en 1936. Dans ses interventions orales (aux Entretiens, par exemple) et dans de nombreuses publications, il plaida pour l'échange intellectuel, l'extension du droit international et le renforcement des organisations internationales. Néanmoins, son essai de 1928 intitulé *Anglais, Français, Espagnols* est indéniablement une entreprise de psychologisation de la nation⁵².

Les fonctionnaires internationaux de la coopération intellectuelle

Après le discours, les acteurs : qui furent ces personnalités qui contribuèrent à construire et à animer la CICI et l'IICI ? Comment appréhender leurs pratiques ? Peter Haas a proposé le concept de « communautés épistémiques » pour étudier les acteurs qui « partagent un ensemble de convictions normatives fondées sur certains principes »⁵³. Le rôle des experts dans les organisations internationales s'est révélé être un domaine de recherche fécond pour les historiens, notamment *via* l'interrogation sur la part d'intérêts nationaux et d'intérêts transnationaux qu'ils défendent⁵⁴. L'activité de coopération intellectuelle de la SDN est particulièrement intéressante à cet égard, du fait qu'elle impliquait des acteurs de la culture et de la science, domaines généralement tenus pour plus universels ou transnationaux que d'autres. Les « membres éminents » de la CICI devaient être « représentatifs des différents domaines de la vie intellectuelle qui avaient contribué à civiliser l'humanité »⁵⁵. Toutefois, les protagonistes de l'internationalisme culturel restaient extrêmement conscients de la dimension nationale de leur travail. En tant que membre fondateur de la CICI, Luchaire était censé être le représentant d'une communauté intellectuelle transnationale, mais sa nationalité allait jouer un rôle primordial dans sa nomination comme directeur de l'IICI en 1925. Lors du débat sur le futur Institut, la CICI se prononça pour que son président « soit toujours un Français, comme “garant moral” de l'Institut vis-à-vis du Gouvernement

52. IICI, *Entretiens : L'art et la réalité. L'art et l'État*, cité, p. 364.

53. Peter M. Haas, « Introduction: Epistemic Community and International Policy Coordination », *International Organization*, 46, 1992, p. 1-35.

54. Sandrine Kott, « Une “communauté épistémique” du social ? Experts de l'OIT et internationalisation des politiques sociales dans l'entre-deux-guerres », *Genèses*, 71, 2008, p. 26-46 ; Jasmien Van Daele, « Engineering Social Peace: Networks, Ideas, and the Founding of the International Labour Organization », *International Review of Social History*, 50, 2005, p. 435-466 ; Patricia Clavin, Jens-Wilhelm Wessels, « Transnationalism and the League of Nations: Understanding the Work of Its Economic and Financial Organisation », *Contemporary European History*, 14, 2005, p. 465-492.

55. *Intellectual Co-operation. Report by M. Hanotaux Adopted by the Council on December 13th, 1923*, XXVII^e Session du Conseil, Paris, décembre 1923, 13C, doc. 31904, doss. 28370, Archives de la SDN, Bibliothèque des Nations unies, Genève.

français, les grandes institutions intellectuelles françaises, et toute l'opinion française »*. En revanche, les personnes occupant l'échelon immédiatement inférieur devaient venir d'autres pays, « cela pour assurer l'internationalité de l'Institut »^{56*}. Luchaire reconnut par la suite le risque de tension inhérent au fait qu'il avait à répondre la fois devant des mandants nationaux et internationaux : « J'apprenais comment il fallait doser, en soi-même, le mélange de la qualité de Français avec celle de fonctionnaire international. [Mes collègues] semblaient y arriver aisément, sans rien sacrifier ni de l'une ni de l'autre ; pour moi, je n'y voyais pas de difficulté ; mais ils me disaient qu'il était impossible d'échapper aux soupçons d'un côté et de l'autre »^{57*}.

Au-delà de ce rôle formel, l'action de Luchaire fut caractérisée par un jeu d'équilibre entre motivations nationales et transnationales de la coopération intellectuelle. Il se prononça pour la création en France d'une « Maison des institutions et associations savantes internationales », d'un « Palais des congrès » internationaux et d'une « Maison d'accueil des intellectuels étrangers » qui hébergerait les intellectuels de passage⁵⁸, en soulignant les avantages que tireraient les intellectuels français de cette initiative faisant explicitement de la France et de Paris le centre de la vie intellectuelle mondiale⁵⁹. Au demeurant, les intellectuels français n'étaient pas les seuls à se voir investis d'une mission culturelle et politique nationale par leurs compatriotes siégeant dans les organisations internationales, et l'on retrouve l'attitude de Luchaire chez bien d'autres membres de la CICI et de l'IICI : Gilbert Murray, par exemple, de la CICI, et Alfred Zimmern, directeur adjoint de l'IICI, avaient de l'ordre international une conception fondée sur la souveraineté nationale et le rôle de première puissance mondiale de l'Empire britannique⁶⁰. Les organes de coopération intellectuelle n'étaient pas uniquement peuplés de grands intellectuels comme Luchaire, Murray et Zimmern. Il importe aussi d'en savoir davantage sur le reste de leur personnel. Christine Manigand, par exemple, a mis en évidence des allégeances à la fois nationales et transnationales chez les fonctionnaires français de la

56. CICI, doc. C.288.1925.XII, p. 6.

57. J. Luchaire, *Confessions d'un Français moyen*, Florence, Leo S. Olschki, 1965 (2 vol.), vol. I, p. 85.

58. J. Luchaire, « Note sur le rôle du nouveau comité national français de coopération intellectuelle », cité, p. 3-4. Sur le projet d'un « centre d'accueil intellectuel » en France, voir le carton A/XI/17 : Maison d'accueil pour Intellectuels à Paris, Archives de l'IICI, notamment la « Note [de Luchaire] sur l'organisation d'une maison d'accueil pour les savants, écrivains et artistes étrangers ».

59. J. Luchaire, « Note sur le service français de coopération intellectuelle », 15 octobre 1924, p. 1, dans *Correspondance avec la Commission nationale française de coopération intellectuelle*, Archives de l'IICI.

60. Jeanne Morefield, *Covenants without Swords: Liberal Internationalism and the Spirit of Empire*, Princeton, Princeton University Press, 2005. On y lit (p. 168) que Zimmern considérait « la nation comme le lieu privilégié de l'unité morale ». Cette vision était par exemple exprimée dans son *Nationality and Government. With Other War-Time Essays*, Londres, Chatto & Windus, 1918.

SDN à Genève⁶¹. Renoliet estime que la composition du personnel de l'IICI faisait de lui « un corps très français », tandis que la CICI était « une tête de plus en plus internationale »⁶². La représentation des différentes nationalités au sein de l'IICI était un point sensible. Ainsi, lors des discussions sur le renouvellement de la contribution financière de la Tchécoslovaquie à l'IICI en 1931, H. Jelinek, haut fonctionnaire des Affaires étrangères et membre de la Commission tchécoslovaque de coopération intellectuelle, se plaignit de ce que « certains pays dont les sympathies pour l'Institut sont jusqu'à présent restées platoniques avaient des représentants parmi le haut personnel de la maison, tandis que la Tchécoslovaquie, depuis deux ans, n'avait pas même un employé »^{63*}. Et il ajoutait qu'en cas d'évolution favorable de cette situation, l'État tchécoslovaque serait disposé à verser une contribution de vingt-cinq mille francs⁶⁴.

La présence allemande au siège de l'IICI prend un relief particulier du fait que la mise en place de l'Institut coïncida avec la période de détente qui suivit le traité de Locarno. Dès le début, Werner Picht dirigea la Section des relations universitaires et Margarete Rothbarth le « Service allemand » chargé des relations avec les milieux académiques allemands. Il est significatif que l'un et l'autre aient été choisis par le ministère prussien de la Culture⁶⁵. Picht présentait, selon Luchaire, un « mélange singulier de patriotisme passionné et de libéralisme »^{66*}. Dans une lettre adressée à l'ambassade d'Allemagne à Paris, il s'efforça de montrer à la fois tout ce que pourrait apporter à l'IICI une Commission allemande de coopération intellectuelle et combien la communauté scientifique allemande y gagnerait en termes d'impact international⁶⁷. Hugo Krüss, directeur de la Staatsbibliothek de Berlin, joua un rôle actif dans les discussions sur l'IICI et plus tard succéda à Albert Einstein à la CICI. Les dirigeants allemands le

61. Christine Manigand, *Les Français au service de la Société des Nations*, Berne, Peter Lang, 2003. Pour un regard contemporain, voir Egon Ranshofen-Wertheimer, *The International Secretariat*, New York, Carnegie Endowment for International Peace, 1945.

62. J.-J. Renoliet, *L'UNESCO oubliée : la Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, op. cit., p. 181 et 187.

63. Lettre de H. Jelinek au président du Conseil d'administration de l'IICI, 7 mars 1931, dans « Relations avec le gouvernement de Tchéco-Slovaquie » (A.I.130), Archives de l'IICI.

64. Contribution qui ne fut versée qu'en 1934. Voir J.-J. Renoliet, *L'UNESCO oubliée : la Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, op. cit., p. 208.

65. Selon Guido Müller (*Europäische Gesellschaftsbeziehungen nach dem ersten Weltkrieg: das deutsch-französische Studienkomitee und der Europäische Kulturbund*, Munich, Oldenbourg, 2005, p. 360), la prédominance française était un sujet de préoccupation en Allemagne, où l'on estimait qu'elle avait retardé la nomination de Picht et de Rothbarth.

66. J. Luchaire, *Confessions d'un Français moyen*, op. cit., vol. II, p. 113.

67. Lettre du Dr Werner Picht au Dr Kühn, 15 octobre 1927, dossier AI.13 (IICI Relations avec le Gouvernement de l'Allemagne), Archives de l'IICI.

considéraient comme plus « national » qu'Einstein ; du reste, Luchaire le décrivait comme « strictement et passionnément allemand »⁶⁸. Quelques années plus tôt, Krüss, haut fonctionnaire du ministère de la Culture à Berlin, avait déjà souligné que si un second Allemand venait à siéger un jour aux côtés d'Einstein à la CICI, le choix de cette personne revêtirait « une importance décisive »⁶⁹.

Le personnel de haut niveau de l'IICI ne se composait pas en totalité de personnes choisies et soutenues par leurs États respectifs. Certains de ses membres avaient eu jusque-là un parcours de type transnational. L'émigré russe Ivan Efremov (connu en France sous le nom de Jean Efremoff) en est un bon exemple⁷⁰. Jusqu'en 1917, il avait siégé à la Douma comme député du Parti progressiste, qui avait commencé par soutenir le tsar dans son effort de guerre. Président du groupe russe de l'Union interparlementaire de 1908 à 1917 et membre du Conseil interparlementaire de 1909 à 1917, il était alors très engagé dans les réseaux transnationaux d'internationalistes libéraux. Spécialiste de droit international, il était également membre d'honneur de la Conciliation internationale et membre du comité exécutif du Centre européen de la Dotation Carnegie pour la paix internationale.

Une fois émigré, il tenta de faire jouer ces réseaux pour obtenir un poste à l'IICI. Il bénéficia de la recommandation de Paul Appell, recteur de l'Université de Paris, et de celle de Gonzague de Reynold, membre de la CICI, qui suggéra que son « ami » Efremoff pourrait être très utile sur la question du « rapatriement des intellectuels russes »⁷¹. Le candidat lui-même soulignait dans sa demande « l'utilité que pouvait avoir la présence d'un Russe dans l'Institut »^{72*}. Pourtant, malgré son curriculum vitae impressionnant et une « personnalité (...) certainement très sympathique »⁷³, sa candidature pour un poste permanent échoua⁷⁴ et il n'obtint qu'un emploi de collaborateur extérieur, à titre d'expert, auprès de la Section juridique de l'Institut ; suivi peu de temps après, il est vrai, d'un recrutement plus formel, d'abord comme attaché en mars 1927 puis comme membre de la Section moins d'un an plus tard⁷⁵.

68. J. Luchaire, *Confessions d'un Français moyen*, op. cit., vol. II, p. 136. Krüss poursuivit sa carrière sous le III^e Reich. Il fut nommé « commissaire du Reich pour la sécurité des bibliothèques et la surveillance du livre dans les zones d'opération occidentales ».

69. Lettre de Krüss à la CICI, 4 octobre 1924, dossier « Relations of Committee on Intellectual Cooperation with Germany: Various Correspondences » (doc. 40176, doss. 33877), Archives de la SDN. Krüss développa ce point lors d'une réunion tenue en février 1925 : voir S. Grundmann, *The Einstein Dossiers: Science and Politics – Einstein's Berlin Period*, op. cit., p. 66-67.

70. Doss. 16, A.IV.28, Archives de l'IICI.

71. Lettre de Reynold, 27 janvier 1925, *ibid.*.

72. Lettre d'Efremoff, 1^{er} août 1925, *ibid.*.

73. Lettre de Georges Selle, chef de cabinet au ministère du Travail, 18 février 1925, *ibid.*.

74. Lettre de Luchaire à Paul Appell, 14 octobre 1925, *ibid.*.

En novembre 1930, Efremoff se retrouva de nouveau sans emploi, lorsque la Section juridique fut supprimée à l'occasion d'une réorganisation de l'IICI. Il eut beau alors battre le rappel de ses contacts – notamment le président français Édouard Herriot et le sénateur et magnat du chocolat Gaston Menier –, il ne parvint pas à retrouver un autre poste au sein de l'Institut⁷⁶. Tatiana Doudkine-Chestov, fille du philosophe russe émigré Léon Chestov, elle-même née à Rome, fut également victime de la réorganisation de 1930. Elle était entrée à l'Institut en 1925 et s'était élevée dans la hiérarchie pour devenir chef du Service d'analyse chargé des statistiques sur le monde intellectuel, jusqu'au jour où la section dont elle dépendait fut elle aussi supprimée⁷⁷.

Certes, ces trajectoires personnelles montrent que des réseaux transnationaux pouvaient mener à entrer au service de l'IICI, mais elles montrent également qu'en l'absence de soutien de la part d'un État on y était en situation bien précaire. Il faudrait dépouiller systématiquement les dossiers du personnel, qui doivent contenir encore beaucoup d'informations sur ce point. Si l'on songe à d'autres types d'acteurs de la coopération intellectuelle, par exemple les membres de la CICI et les intellectuels liés de manière plus lâche aux activités de la SDN, on voit la difficulté de tirer des conclusions générales sur les parts respectives des convictions nationales, des expériences transnationales et des idéaux partagés.

Comment les protagonistes conciliaient-ils les professions d'internationalisme culturel avec la présence de la nation ? Peut-on qualifier leurs attitudes de « cosmopolites » ? Le concept de cosmopolitisme connaît une nouvelle jeunesse depuis que la mondialisation met à mal les conceptions exclusives de la culture ou de la communauté⁷⁸. D'une certaine manière, ces idées n'étaient pas étrangères aux internationalistes culturels de l'entre-deux-guerres. À Madrid, par exemple, lors de l'Entretien de 1933, le philosophe espagnol Manuel Garcia Morente exprima l'opinion selon laquelle « le nationalisme est quelque chose qui ne peut pas servir de base à la culture de l'avenir »^{79*}, et Madariaga souligna l'interdépendance planétaire : les nations « n'ont pas plus d'indépendance que la main n'en a par rapport au bras ou au coude »^{80*}. L'universalisme était une réponse possible : Madariaga était convaincu qu'une « culture universelle universitaire »* était en train de naître et que

75. Lettre de l'IICI, 20 octobre 1925, *ibid.*.

76. Lettre d'Efremoff, 28 novembre 1930, *ibid.*.

77. Doss. 11, A.IV.28, Archives de l'IICI.

78. Ulrich Beck, *The Cosmopolitan Vision*, Cambridge, Polity, 2006 ; Ulrich Beck, Edgar Grande, *Cosmopolitan Europe*, Cambridge, Polity, 2007.

79. IICI, *Entretiens : L'avenir de la culture*, cité, p. 23-24.

80. *Ibid.*, p. 239-240.

celle-ci « pourrait constituer un des tissus internationaux qui pourraient former le lien biologique entre les différents membres de l'humanité que sont les nations »^{81*}. Pour James T. Shotwell, membre américain de la CICI, la SDN, par son action de coopération intellectuelle, œuvrait « à préserver les plus beaux idéaux de la culture et à élargir l'horizon de la pensée dans toutes ses manifestations »⁸². Un tel universalisme reste proche du cosmopolitisme si les deux termes « renvoient à la possibilité d'atteindre à une humanité universelle et à une communauté transnationale couvrant différentes religions, langues et cultures »⁸³. Pourtant, ces conceptions de l'universalisme coexistaient avec d'autres qui évoquent bien davantage la manière de penser les cultures au XIX^e siècle, avec cet alliage entre représentations européennes de la nation et références à une « culture universelle » qui fut parfois repris tel quel par des acteurs non européens⁸⁴.

Les acteurs de la coopération intellectuelle de l'entre-deux-guerres restaient attachés à des identités locales, régionales ou nationales. Peut-être faut-il voir là des cas de « cosmopolitisme enraciné »⁸⁵. Tel qu'il est décrit par Sidney Tarrow, le « cosmopolite enraciné » d'aujourd'hui paraît en effet très proche d'eux : il « pratique régulièrement des activités transnationales » et peut par exemple être l'un de ces « fonctionnaires qui passent une partie considérable de leur temps à siéger dans des comités internationaux »⁸⁶. Nos protagonistes des années 1920 et 1930 vivaient dans leurs congrès et leurs commissions des expériences qui allaient au-delà du national, mais cet internationalisme était à bien des égards une sorte d'image inversée du « nationalisme banal » et, contrairement à lui, il n'avait pas de racines très profondes et ne s'exprimait – souvent de manière assez peu subtile – que dans des contextes très spécifiques. Haas a écrit que les communautés épistémiques se caractérisent par « des convictions cosmopolites visant à une amélioration collective »⁸⁷. S'il est exact que les promoteurs de la coopération intellectuelle de l'entre-deux-guerres étaient inspirés par des idéaux d'« amélioration collective », on perçoit aussi, accompagnant tous leurs efforts, la prégnance des représentations nationales. ■

81. *Ibid.*

82. James T. Shotwell, « A Girdle of Good Minds », *The Rotarian*, avril 1938, p. 30.

83. Soyang Park, « Cosmopolitanism and Universalism », dans Akira Iriye, Pierre-Yves Saunier (eds), *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, Basingstoke, Palgrave, 2009, p. 219-220.

84. Sur ce dernier point, voir par exemple comment les idées de Giuseppe Mazzini étaient évoquées hors d'Europe, dans Christopher A. Baily, Eugenio F. Biagini (eds), *Giuseppe Mazzini and the Globalization of Democratic Nationalism, 1830-1920*, Oxford, Oxford University Press, 2008.

85. U. Beck, « Rooted Cosmopolitanism: Emerging from a Rivalry of Distinctions », dans Ulrich Beck, Natan Sznaider, Rainer Winter, *Global America? The Cultural Consequences of Globalization*, Liverpool, Liverpool University Press, 2003, p. 17.

86. Sidney Tarrow, *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 35.

87. P. M. Haas, « Introduction: Epistemic Community and International Policy Coordination », art. cité, p. 20.

Traduit de l'anglais par Rachel Bouyssou

Daniel Laqua est chargé de cours d'histoire moderne européenne à la Northumbria University (Newcastle upon Tyne). Ses recherches portent sur les associations et les mouvements transnationaux dans l'Europe des XIX^e et XX^e siècles, sur les différentes conceptions concurrentes de l'ordre mondial et sur les relations entre nationalisme et internationalisme. Il travaille actuellement à une monographie visant à étudier l'internationalisme européen à travers le prisme des congrès, des conférences et des campagnes en Belgique entre les années 1880 et les années 1930. Il a récemment dirigé *Internationalism Reconfigured: Transnational Ideas and Movements Between the World Wars* (Londres, I.B. Tauris, 2011) et publié entre autres « Transnational Intellectual Cooperation, the League of Nations and the Problem of Order », *Journal of Global History* (6 (2), 2011, p. 223-247) et « "Laïque, démocratique et sociale" ? Socialism and the Freethinkers' International », *Labour History Review* (74 (3), 2009, p. 257-273). Adresse électronique : daniel.laqua@northumbria.ac.uk